

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SML

ZAC Arboria
400 rue des Merisiers
45700 PANNES

Références : 65 / 2923
Code AIOT : 0010006180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement SML implanté ZAC du Tourneau Chemin de la Herse 45700 PANNES. L'inspection a été annoncée le 07/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SML
- ZAC du Tourneau Chemin de la Herse 45700 PANNES
- Code AIOT : 0010006180
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SML réalise le lavage de citernes et bennes alimentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Qualité des effluents aqueux ;
- Prélèvements et sécheresse
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.4	/	Sans objet
2	Prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 1	/	Sans objet
5	Conformité du forage	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 3	/	Sans objet
6	Rejets aqueux des installations	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.5	/	Sans objet
8	Périodicité de la surveillance des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.3.2	/	Sans objet
9	Confinement	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.3.2 et 3.1.3.3	/	Sans objet
10	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.5.7.1.4	/	Sans objet
11	Suivi des déchets générateurs de nuisances	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.3.4.4	/	Sans objet
16	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
18	Alimentation en eau de ville	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.1.1	/	Sans objet
19	Qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.2	/	Sans objet
20	Incident avec dépassements des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 2.2	/	Sans objet
21	Modalités de prélèvement des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.3.2	/	Sans objet
22	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Registre de suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.1	/	Sans objet
4	Dispositions sécheresse	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 2	/	Sans objet
7	Qualité des effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.2 et 3.1.6.3.1	/	Sans objet
14	Conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.5.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. [...]
Constats : [C1] Le plan des réseaux ne comporte pas l'ensemble des informations requises.
Observations : Vu : plan des réseaux (non daté) transmis par courriel du 22/07/2022, commun entre les sociétés SMTRT et SML Sur le plan, il est constaté que les compteurs d'eau SML ne sont pas raccordés au réseau de la société. Ainsi, le point exact de raccordement et le réseau de distribution « eau de ville » ne sont pas portés sur le plan des réseaux. Les secteurs de collecte en eaux pluviales ne sont pas précisés : zones et distinction des types d'effluents entre « eaux pluviales non polluées » notée EPnp dans l'arrêté préfectoral et « eaux pluviales susceptibles d'être polluées » notée EPp. Le plan des réseaux ne fait pas apparaître de disconnecteur sur le raccordement en eau de ville. Les ouvrages d'épuration (notamment débourbeur séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique prévu par l'article 3.1.2.4) ne sont pas portés sur le plan des réseaux. Le réseau de distribution en eau de ville et eau de forage ne semble comporter aucune vanne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 1						
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements en eau						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :						
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)		Usage de l'eau
				Horaire	Journalier	
Eau souterraine	Calcaires d'Etampes	GR092 (4092)	12 000	4,4 m³/h	35 m³/h	Lavage de citernes
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.						
Constats : [C2] L'exploitant n'est pas en mesure de fournir le justificatif du respect des débits maximum horaire et journalier au point de prélèvement dans les eaux souterraines.						
Observations : Vu : le registre transmis par l'exploitant en amont de la visite et faisant état des consommations hebdomadaires et totales sur les dernières années. Années // Prélèvement annuel (m³) 2018 // 5801 2019 // 5868 2020 // 5625 2021 // 5586 2022 en cours // 2906 m3 au 19/07/2022 L'exploitant ne connaît pas précisément le débit de la pompe du forage. Il indique que le débit est supérieur à 10 m3/h.						
Type de suites proposées : Susceptible de suites						
Proposition de suites : Sans objet						

N° 3 : Registre de suivi des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître les économies réalisables. [...] Le relevé des volumes est quotidien hebdomadaire, le débit est > 10 m3/j et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : Vu : le registre transmis par l'exploitant en amont de la visite et faisant état des consommations hebdomadaires et totales sur les dernières années. Ces éléments n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant indique avoir étudié en 2019 la possibilité de recycler les eaux de lavage, mais cette piste n'a pas été suivie car jugée compliquée de mise en oeuvre. Il précise avoir effectué le changement des têtes pour le lavage des citernes (nombre de têtes) ce qui a permis une réduction de la consommation d'eau (un seul cycle de lavage par citerne, au lieu de plusieurs dont certains répétés inutilement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, • d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie, • d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto-surveillance, • de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Vu : le registre transmis par l'exploitant en amont de la visite et faisant état des consommations hebdomadaires et totales sur les dernières années. Il n'est pas constaté, sur les dernières années, de baisse spécifique de la consommation en eau de forage en période de sécheresse qui peut être forfaitairement considérée comme s'étendant de mi-juin à mi-octobre.</p> <p>Vu : la note sécheresse en date du 21/07/2022 affichée à destination du personnel et des clients.</p> <p>L'exploitant indique que s'agissant des périodes de sécheresse des années antérieures, le lavage extérieur des camions internes SMTRT avait été diminué, mais pas celle des citernes alimentaires pour des raisons sanitaires.</p> <p>En ce qui concerne la sécheresse de l'année 2022, l'exploitant a édité et affiché une note interne ainsi qu'une note spécifique à destinations des clients les information de l'arrêt des lavages de carrosserie. Seuls les lavages de l'intérieur des bennes et uniquement pour des raisons sanitaires étaient acceptés. L'information a été effectuée uniquement par voie d'affichage. L'inspection des installations classées recommande que cette information, si elle était reconduite, soit communiquée par courriel afin de prévenir les mécontentements des clients et l'éventuelle pression exercée sur le personnel pour les opérations de lavage extérieur.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune difficulté sur la qualité des rejets n'a été identifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conformité du forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité du forage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. La tête du forage comprend une dalle de propreté en béton de 3 m ² minimum centrée sur l'ouvrage, de 30 cm de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. [...] La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clé et s'élève d'au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel, [...]. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage. [...] Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. Le registre des prélèvements doit faire apparaître les changements constatés dans le régime des eaux et les incidents survenus dans l'exploitation de l'ouvrage. [...] L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages,...). L'exploitant adresse au Préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection. [...]
Constats : [C3] L'ouvrage de prélèvement dans les eaux souterraines n'a pas fait l'objet de l'inspection décennale requise.
Observations : Vu : implantation du forage et ouvrage Vu : compteur d'eau
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.5																				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux des installations																				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																				
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent aux 2 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :																				
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Point de rejet</th><th>N°1</th><th>N°2</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Nature des effluents</td><td>EU et EI</td><td>EPp, EPnp</td></tr> <tr> <td>Exutoire du rejet</td><td>Réseau communal « eaux usées », STEP communale</td><td>Réseau communal « eaux pluviales » Chemin de la Herse</td></tr> <tr> <td>Traitement avant rejet</td><td>Lagune d'aération</td><td>Débourbeur séparateur à hydrocarbures</td></tr> <tr> <td>Milieu naturel récepteur</td><td>Le Loing</td><td>La Bezonde</td></tr> <tr> <td>Conditions de raccordement</td><td>Convention</td><td>Convention</td></tr> </tbody> </table>		Point de rejet	N°1	N°2	Nature des effluents	EU et EI	EPp, EPnp	Exutoire du rejet	Réseau communal « eaux usées », STEP communale	Réseau communal « eaux pluviales » Chemin de la Herse	Traitement avant rejet	Lagune d'aération	Débourbeur séparateur à hydrocarbures	Milieu naturel récepteur	Le Loing	La Bezonde	Conditions de raccordement	Convention	Convention
Point de rejet	N°1	N°2																		
Nature des effluents	EU et EI	EPp, EPnp																		
Exutoire du rejet	Réseau communal « eaux usées », STEP communale	Réseau communal « eaux pluviales » Chemin de la Herse																		
Traitement avant rejet	Lagune d'aération	Débourbeur séparateur à hydrocarbures																		
Milieu naturel récepteur	Le Loing	La Bezonde																		
Conditions de raccordement	Convention	Convention																		
Le débit maximal journalier d'effluents rejetés au réseau communal «eaux usées », puis en station d'épuration collective au point 1 est de 20 m3/jour. Le débit moyen journalier d'effluents rejetés au réseau communal «eaux usées », puis en station d'épuration collective au point 1 est de 15 m3/jour.																				
Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants). Ces points doivent être aisément accessibles et permettent de réaliser des mesures représentatives et des interventions en toute sécurité. Ils permettent également d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.																				
Constats : [C4] L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une convention de rejets à jour.																				
Observations : Vu : suivi des débits rejetés au réseau communal "eaux usées" ; L'exploitant indique que la convention de rejet est en cours de mise à jour et qu'elle devrait être signée courant 2023.																				
Type de suites proposées : Susceptible de suites																				
Proposition de suites : Sans objet																				

N° 7 : Qualité des effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.2 et 3.1.6.3.1																																									
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents industriels																																									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																									
Prescription contrôlée : [...] Les rejets directs ou indirects sont interdits dans les eaux souterraines ou sur le sol. L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - température : $< 30^{\circ}\text{C}$, - pH : compris entre 5,5 et 8,5, - concentration en hydrocarbures totaux $< 5 \text{ mg/l}$ - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l, - exempt de matières flottantes, - ne pas dégrader les réseaux d'égouts, - ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents. 																																									
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter																																									
<table border="1"> <tr> <td colspan="2">Référence du point de rejet</td><td>[1]</td></tr> <tr> <td colspan="2">Débit de rejet maximal journalier (m3)</td><td>20</td></tr> <tr> <td colspan="2">Moyenne mensuelle maximum du débit journalier (m3)</td><td>15</td></tr> <tr> <td colspan="2">Débit maximum instantané (m3)</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Paramètre</td><td>Concentration moyenne (mg/l)</td><td>Journalier moyen autorisé [kg/j]</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>250</td><td>3,75</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>4000</td><td>60</td></tr> <tr> <td>DBO₅</td><td>3000</td><td>45</td></tr> <tr> <td>Azote Total</td><td>50</td><td>0,75</td></tr> <tr> <td>Phosphore Total</td><td>12</td><td>0,18</td></tr> <tr> <td>Détergents Anioniques</td><td>10</td><td>0,15</td></tr> <tr> <td>Détergents Cationiques</td><td>3</td><td>0,045</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures Totaux</td><td>5</td><td>0,075</td></tr> </table>			Référence du point de rejet		[1]	Débit de rejet maximal journalier (m3)		20	Moyenne mensuelle maximum du débit journalier (m3)		15	Débit maximum instantané (m3)		20	Paramètre	Concentration moyenne (mg/l)	Journalier moyen autorisé [kg/j]	MES	250	3,75	DCO	4000	60	DBO ₅	3000	45	Azote Total	50	0,75	Phosphore Total	12	0,18	Détergents Anioniques	10	0,15	Détergents Cationiques	3	0,045	Hydrocarbures Totaux	5	0,075
Référence du point de rejet		[1]																																							
Débit de rejet maximal journalier (m3)		20																																							
Moyenne mensuelle maximum du débit journalier (m3)		15																																							
Débit maximum instantané (m3)		20																																							
Paramètre	Concentration moyenne (mg/l)	Journalier moyen autorisé [kg/j]																																							
MES	250	3,75																																							
DCO	4000	60																																							
DBO ₅	3000	45																																							
Azote Total	50	0,75																																							
Phosphore Total	12	0,18																																							
Détergents Anioniques	10	0,15																																							
Détergents Cationiques	3	0,045																																							
Hydrocarbures Totaux	5	0,075																																							
Constats : Absence d'écart constaté. Cf point de contrôle N°20 s'agissant des dépassements constatés.																																									
Observations : Vu : résultats des campagnes d'autosurveillance sur les rejets (vérification par sondage) ; Sur la base des documents présentés lors de la visite, il est constaté : <ul style="list-style-type: none"> - un dépassement en concentration et en flux le 7 mars 2022 sur les paramètres MES (2072 mg/l pour 28,8 kg/j) et azote (93,6 mg/l pour 1,30 kg/j) ; - les analyses réalisées sur les détergents anioniques, cationiques et HCT du 6 septembre 2021 sont conformes. L'inspection constate que le dépassement sur les paramètres est ponctuel. Aucun autre dépassement n'est constaté depuis cette date. L'exploitant indique ne pas avoir recherché la cause de ces dépassements (cf point de contrôle N° 20 : Incident avec dépassements des VLE).																																									
Type de suites proposées : Sans suite																																									
Proposition de suites : Sans objet																																									

N° 8 : Périodicité de la surveillance des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.3.2																																																															
Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité de la surveillance des effluents liquides																																																															
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																																															
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées. L'exploitant prévoit également une opération de mesure comparative. Cette opération consiste à mandater un organisme accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur pour réaliser une opération qui comprend : - l'opération de mesure par l'organisme mandaté pour la mesure comparative, des grandeurs soumises à surveillance ; cette opération de mesure est effectuée selon les méthodes habituelles - l'opération de mesure par l'exploitant ou par l'organisme mandaté réalisant habituellement les opérations de mesures et dans les conditions habituelles de surveillance, des mêmes grandeurs au même moment, ou immédiatement avant ou après et dans les mêmes conditions de fonctionnement lorsque des mesures simultanées ne sont pas possibles																																																															
<table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Paramètre</th><th colspan="2">Référence du point de rejet</th><th colspan="2">Validation de la mesure par un laboratoire</th></tr> <tr> <th>Type de suivi</th><th>Périodicité de la mesure</th><th>Type de suivi</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit</td><td></td><td>Journalier</td><td></td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>Ph</td><td></td><td>Toutes les 2 semaines</td><td></td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>Moyen 24 h</td><td>Toutes les 2 semaines</td><td>Moyen 24h</td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>Moyen 24 h</td><td>Toutes les 2 semaines</td><td>Moyen 24h</td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>DBO₅</td><td>Moyen 24 h</td><td>Toutes les 2 semaines</td><td>Moyen 24h</td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>Azote Total</td><td>Moyen 24 h</td><td>Toutes les 2 semaines</td><td>Moyen 24h</td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>Phosphore Total</td><td>Moyen 24 h</td><td>Toutes les 2 semaines</td><td>Moyen 24h</td><td>Semestrielle</td></tr> <tr> <td>Détergents Anioniques</td><td>Moyen 24 h</td><td>Semestrielle</td><td>Moyen 24h</td><td>Annuelle</td></tr> <tr> <td>Détergents Cationiques</td><td>Moyen 24 h</td><td>Semestrielle</td><td>Moyen 24h</td><td>Annuelle</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures Totaux</td><td>Moyen 24 h</td><td>Trimestrielle</td><td>Moyen 24 h</td><td>Semestrielle</td></tr> </tbody> </table>					Paramètre	Référence du point de rejet		Validation de la mesure par un laboratoire		Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Débit		Journalier		Semestrielle	Ph		Toutes les 2 semaines		Semestrielle	MES	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle	DCO	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle	DBO ₅	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle	Azote Total	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle	Phosphore Total	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle	Détergents Anioniques	Moyen 24 h	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle	Détergents Cationiques	Moyen 24 h	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle	Hydrocarbures Totaux	Moyen 24 h	Trimestrielle	Moyen 24 h	Semestrielle
Paramètre	Référence du point de rejet		Validation de la mesure par un laboratoire																																																												
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure																																																											
Débit		Journalier		Semestrielle																																																											
Ph		Toutes les 2 semaines		Semestrielle																																																											
MES	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle																																																											
DCO	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle																																																											
DBO ₅	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle																																																											
Azote Total	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle																																																											
Phosphore Total	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle																																																											
Détergents Anioniques	Moyen 24 h	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle																																																											
Détergents Cationiques	Moyen 24 h	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle																																																											
Hydrocarbures Totaux	Moyen 24 h	Trimestrielle	Moyen 24 h	Semestrielle																																																											
Constats : [C5] La surveillance du paramètre HCT n'est pas effectuée à périodicité trimestrielle.																																																															
Observations : Vu : résultats des campagnes d'autosurveillance sur les rejets (vérification par sondage) ; Vu : résultats des analyses comparatives effectués par AUREA le 08 mars 2022 Sur la base des documents présentés lors de la visite, il est constaté : - les analyses comparatives sont réalisées sur la base de prélèvements ponctuels et non moyen sur 24 heures ; - les analyses comparatives sont effectuées annuellement sur l'ensemble des paramètres (dernier prélèvement effectué le 06/09/2021) ; - l'autosurveillance est effectuée aux périodicités requises par l'arrêté préfectoral, hormis pour le paramètre HCT ; - l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses prélèvements pour l'autosurveillance sont effectués sur une moyenne 24 heures. - dépassement sur la valeur en concentration des paramètres MES (2300 mg/l) et azote global (81 mg/l).																																																															
Type de suites proposées : Susceptible de suites																																																															
Proposition de suites : Sans objet																																																															

N° 9 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.3.2 et 3.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : D'ici la fin du premier semestre 2004, le réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement sera équipé d'une vanne d'isolement à fonctionnement manuel de type « guillotine » de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance et facilement accessible en cas de sinistre. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. La récupération de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) est commune à L'établissement et à la société SMTRT. La capacité de confinement sera portée à 800 m ³ d'ici la fin du premier semestre 2004.
Constats : [C6] La zone de circulation utilisée pour réaliser le confinement des eaux d'extinction n'est pas pleinement étanche (présence de fissures et de végétation).
Observations : Vu : la note de dimensionnement de février 2008 relative au volume de confinement ; Vu : la procédure de sécurité du site et son annexe 3 relative aux vannes de confinement. Le jour de la visite d'inspection, le test de la vanne d'isolement n°1 côté parking a été réalisé. La vanne est correctement manoeuvrable. Toutefois, l'inspection des installations classées recommande que l'exploitant effectue un essai de manoeuvre au cours d'un exercice incendie sur le site et intègre le temps nécessaire à l'acheminement et à la manipulation de la vanne dans son organisation en cas d'incendie (mobilisation d'une personne, distances vis-a-vis des installations en feu etc.).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.5.71.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers. A cette fin, une réserve d'eau d'un volume de 800 m ³ sera mise en place d'ici la fin du premier semestre 2004. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : [C7] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des ressources en eau suffisante pour combattre un incendie (débits simultanés des poteaux non connus, distance à la réserve sprinklage de l'entrepôt trop importante).
Observations : Vu : plan des réseaux eaux incendie faisant état de : - un poteau incendie extérieur n°40 disposant d'un débit théorique de 96 m ³ /h ; - un poteau incendie interne dont le débit n'est pas connu ; - la réserve d'eau de sprinklage de l'entrepôt SMTRT, la distance entre la réserve et la station de lavage étant estimée à 320 mètres ; Vu : la réponse apportée par courrier du 21 avril 2010 relatif au volume de 800 m ³ de réserve, ayant permis de lever le constat d'absence d'une réserve en eau incendie d'un volume de 800 m ³ émis lors de l'inspection du 18 février 2010. Vu : le besoin en eau estimé à 120 m ³ /h par le SDIS
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Suivi des déchets générateurs de nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets générateurs de nuisances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque déchet, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est tenue à jour et qui comporte au minimum les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le code du déchet selon la nomenclature, - La dénomination du déchet, - Le procédé de fabrication dont provient le déchet, - son mode de conditionnement, - la filière d'élimination prévue, les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet), - la composition chimique du déchet (composition organique et minérale), - les risques que présente le déchet, - les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières ou produits, - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable. <p>L'exploitant tient, pour chaque déchet, un dossier où sont archivés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour, les résultats des contrôles effectués sur le déchet, - les observations faites sur le déchet, - les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs, - les refus d'acceptation, les raisons des refus et les moyens mis en œuvre pour y remédier.
<p>Constats : [C8] L'exploitant ne dispose pas de fiche d'identification de déchets entrants (fonds de citerne ou de benne).</p>
<p>Observations :</p> <p>vu : registre des déchets sortants ne comportant pas toutes les informations requises (ex : code de traitement incomplet) ;</p> <p>vu : fiche de renseignements pour une benne admise de vrac tournesol oleique le 27/07/2022</p> <p>vu : certificat de lavage citerne du 26/07/2022</p> <p>L'exploitant indique que les citernes admises sont vides, autrement elles sont refusées. Un contrôle visuel par le haut ou lors de l'ouverture de la vanne en point bas est effectué.</p> <p>Chaque citerne doit présenter le bon de livraison indiquant le nom du produit transporté et la lettre de voiture</p> <p>Les bennes sont admises vides et balayées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : Vu : la dernière vérification périodique des installations électriques relevant deux observations, en date du 10/05/2022, ainsi que le compte rendu Q18 émis suite à cette vérification concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. Vu : la dernière vérification périodique des installations électriques par thermographie infrarouge en date du 03/05/2022 concluant à l'absence d'observation, ainsi qu'un compte rendu Q19 vierge. Le rapport de vérification périodique des installations électriques indique que la visite de vérification précédente datait du 08/04/2021. La périodicité annuelle est considérée comme respectée. La vigilance de l'exploitant est appelée sur l'étendue des vérifications (y compris thermographie infrarouge). L'ensemble des installations doit pouvoir être vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : [C9] L'exploitant n'a pas déclaré ses résultats d'autosurveillance sous GIDAF depuis le début de l'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Alimentation en eau de ville

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en eau de ville
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de [...] distribution d'eau potable du réseau public sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.
Constats : [C10] L'arrivée eau de ville n'est pas équipée d'un dispositif de protection de type disconnecteur.
Observations : Vu : les compteurs volumétriques sur le réseau eau de ville.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les rejets directs ou indirects sont interdits dans les eaux souterraines ou sur le sol. L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - température : < 30°C, - pH : compris entre 5,5 et 8,5, - concentration en hydrocarbures totaux < 5 mg/l - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l, - exempt de matières flottantes, - ne pas dégrader les réseaux d'égouts, - ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents.
Constats : [C11] L'exploitant ne réalise pas d'analyse sur la qualité de ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées au point de rejet.
Observations : Le jour de la visite d'inspection, il n'est pas constaté de rejet direct ou indirect dans les eaux souterraines. Sur la base des documents présentés lors de la visite, il est constaté : - l'absence d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Incident avec dépassements des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Incident avec dépassements des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant détermine [...] les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confire dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.
Constats : [C12] L'exploitant n'a pas réalisé de fiche incident formalisée pour l'analyse de son dépassement sur les VLE MES et azote en mars 2022, la recherche des causes et les actions réalisées ou à mener pour résorber la situation ou prévenir un nouvel incident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Modalités de prélèvement des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées. L'exploitant prévoit également une opération de mesure comparative. Cette opération consiste à mandater un organisme accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur pour réaliser une opération qui comprend : <ul style="list-style-type: none">- l'opération de mesure par l'organisme mandaté pour la mesure comparative, des grandeurs soumises à surveillance ; cette opération de mesure est effectuée selon les méthodes habituelles- l'opération de mesure par l'exploitant ou par l'organisme mandaté réalisant habituellement les opérations de mesures et dans les conditions habituelles de surveillance, des mêmes grandeurs au même moment, ou immédiatement avant où après et dans les mêmes conditions de fonctionnement lorsque des mesures simultanées ne sont pas possibles

Référence du point de rejet			[1]	
Paramètre	Surveillance assurée par l'exploitant		Validation de la mesure par un laboratoire	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit		Journalier		Semestrielle
Ph		Toutes les 2 semaines		Semestrielle
MES	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle
DCO	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle
DBO ₅	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle
Azote Total	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle
Phosphore Total	Moyen 24 h	Toutes les 2 semaines	Moyen 24h	Semestrielle
Détergents Anioniques	Moyen 24 h	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
Détergents Cationiques	Moyen 24 h	Semestrielle	Moyen 24h	Annuelle
Hydrocarbures Totaux	Moyen 24 h	Trimestrielle	Moyen 24 h	Semestrielle

Constats : [C13] Le prélèvement AUREA (mesures comparatives) n'a pas été effectué sur un rejet moyen 24 heures et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses prélèvements sont effectués sur un prélèvement moyen 24 heures.

Observations :

Vu : résultats des campagnes d'autosurveillance sur les rejets (vérification par sondage) ;

Vu : résultats des analyses comparatives effectués par AUREA le 08 mars 2022

Sur la base des documents présentés lors de la visite, il est constaté :

- les analyses comparatives sont réalisées sur la base de prélèvements ponctuels et non moyen sur 24 heures ;
- les analyses comparatives sont effectuées annuellement sur l'ensemble des paramètres (dernier prélèvement effectué le 06/09/2021) ;
- l'autosurveillance est effectuée aux périodicités requises par l'arrêté préfectoral, hormis pour le paramètre HCT ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses prélèvements pour l'autosurveillance sont effectués sur une moyenne 24 heures.
- dépassement sur la valeur en concentration des paramètres MES (2300 mg/l) et azote global (81 mg/l) lors de la mesure comparative de mars 2022.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : [C14] Le registre des déchets sortants ne comprend pas l'ensemble des informations requises.
<p>Observations :</p> <p>vu : registre des déchets sortants ne comportant pas toutes les informations requises (ex : code de traitement incomplet) ;</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet